

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
*Compte rendu*

**MARDI 24 JANVIER A 20H00**  
*Salle polyvalente - **Saint Barthélémy***

# CONSEIL COMMUNAUTAIRE – MARDI 24 JANVIER 2012

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE			M. Franck MOTTIN	
M. Philippe MIGNOT				Mme Béatrice GUELEN	
Mme Evelyne BORDET				Mme Catherine BARETJE	
Mme Chantal ROMANO				Mme Eliane DUCHAINE	
M. Claude HOCQ				M. Christian RIGOUDY	
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE				Mme Colette BENISTANT	
M. Georges RAMON				M. Jean-Claude BLANC	
M. Francis CANDAT				Mme Laurence MILLOUD	
Mme Rachel METRAL				Mme Catherine BORGNAT	
Mme Corinne JOURDAN					
M. Yannick PAQUE					
M. Jean-Claude LEBEAU					
Mme Michèle TARNAUD					
Mme Denis BADOL					
M. Jean-Luc PETIT					
M. Philippe SALVAT					
M. Laurent NIVON					
M. Michel LESEIN					
M. Roger TORGUE	BELLEGARDE POUSSIEU			M. Jean-Luc MAITRE	
Mme Chantal FREDOUT				Mme Stéphanie BOISAUBERT	
M. Gilbert PERROT					
Mme Christine BOUVET					
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON			Mme Agnès VERCOUSTRE	
M. Henry GAY				M. Frédéric LASSABLIÈRE	
Mme Evelyne AVIAS	COUR ET BUIS			Mme Brigitte BONNEFOY	
M. Denis JOURDAN				M. Jacques GARNIER	
M. André MONTAGNON					
Mme Nathalie FERNANDEZ					
M. Patrick DURAND	JARCIEU			M. Bernard GAUDIN	
M. Jocelyn PRAS				Mme Cécile MEGUERDITCHIAN	
Mme Suzanne MEUNIER					
M. Christophe OTTONE					
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON			M. Anicet SEVE	
Mme Louise PRAT					
M. Harry VIVIEN					
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU			M. Gérard ROUX	
M. Rémy DEBARD				M. Raynald DASSONVILLE	
Mme Françoise GARDE					
M. Franck CARRAS					
M. Marc BONNET	MONTSEVEROUX			Mme Thérèse FANJAT	
M. Gérard BREDY				Mme Agnès BISSARDON	
M. Etienne MAUGICE					
Mme Yannick MAREAU					
Mme Claude NICAISE	PACT			M. Bernard OGIER	
M. Gilbert AUBERT				M. Georges CARRIÈRE	
M. Pascal VACHER					
M. Jean SAUNIER	PISIEU			M. René PHALIPPON	
M. Gilles SARRAZIN				Mme Sylvie HUTINET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE			M. René ROUX	
M. Gérard CARRAZ				Mme Michelle PEGERON	
M. Raphaël GABILLON					
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE			M. Jean-Paul ANDRE	
M. Daniel DANZO				Mme Adèle CARRION	
M. Maurice FAURE					
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN			M. Dominique BRUCHON	
XM. Alain BAGNIS				M. Jean-Claude ALLIGIER	
Mme Maryse BOUVERET				Mme Marie-Claude PINGET	
M. Gilles ROUX					
M. Lionel POIPY					
M. Maurice PELISSIER	ST BARTHELEMY			Mme Brigitte GUEDENET	
M. Gérard BECT				M. Luc BERNIER	
M. Bernard GUILLOT					
Mme Isabelle ZORELLE					
Mme Marie-Claire BAULE	ST JULIEN DE L'HERMS			M. Gilles SIVIGNON	
M. Luciano LARI				M. Thierry ROCHAT	

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Gérard BECT

**ASSISTAIENT EN OUTRE :**

M. Serge EMPTOZ,  
Melle Karine PETIT  
Mr Gérard DECOHEN

Communauté de Communes de Beaurepaire  
Communauté de Communes de Beaurepaire  
Dauphiné Libéré



**RAPPEL ORDRE DU JOUR :**

- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
  - 1- Indemnisations et conventions de résiliation de bail
  - 2- Za de champlard – convention d’usage temporaire
- ♦ **ENVIRONNEMENT**– Rapporteur : Jean SAUNIER
  - 3- Redevance incitative
  - 4- Avenant modificatif du marché Serned
- ♦ **MARCHES PUBLICS** – Rapporteur : Marie Claire BAULE
  - 5- Dématérialisation des marchés publics
  - 6- Marchés de travaux pour le restaurant scolaire de Monsteroux Milieu
- ♦ **PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
  - 7- Avenant à la DSP Léo Lagrange
  - 8- Convention de mise à disposition du personnel communal au sein des accueils de loisirs
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

**Le présent compte-rendu est affiché du 31 janvier au 2 mars 2012**

*Après les vœux du Président, la séance du conseil communautaire débute par la lecture du compte rendu de la dernière séance, lequel ne soulève aucune observation.*

*L'ordre du jour est ensuite abordé.*

## **I – ACTIVITES ECONOMIQUES**

RAPPORTEUR : Gérard Bredy

- **Indemnisations et conventions de résiliation de bail**

Dans le cadre d'opérations d'acquisitions diverses, notamment pour la création de la future ZA de Champlard et le projet Grand Ouest, les exploitants des terrains acquis ont droit au versement d'indemnités d'éviction, indemnisations qui seront versées au moment de la signature des conventions de résiliation de bail.

Il est donc proposé d'établir les conventions de résiliation conditionnelle de bail avec les divers exploitants agricoles définissant entre autre le montant des indemnisations d'éviction qui leur sont dues.

Il est précisé que ces indemnités ont été calculées par la Chambre d'agriculture qui a tenu compte de la nature des terrains.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention d'usage temporaire**

Suite à la signature des conventions de résiliation de bail, il sera signé des conventions d'usage temporaire des terrains avec les exploitants, permettant ainsi à la Communauté de Communes de récupérer les terrains à tout moment, sans avoir à reverser une quelconque autre indemnité.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II – ENVIRONNEMENT**

RAPPORTEUR : Jean SAUNIER

- **Redevance incitative**

La question de la révision de la grille tarifaire est reportée dans la mesure où la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire n'a pas tous les éléments en main pour prendre une décision.

QUESTION REPORTEE

- **Avenant modificatif au marché de Serned**

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil communautaire a approuvé le marché de collecte des ordures ménagères avec l'entreprise Serned.

Ce marché est soumis à un indice de révision des prix annuel. Compte-tenu de la législation, la formule de révision de prix est modifiée et nécessite la prise d'un avenant au marché.

La question est reportée en raison de demande d'informations complémentaires sur la différence entre les 2 formules.

QUESTION REPORTEE

### III – MARCHES PUBLICS

RAPPORTEUR : Serge EMPTOZ et Jean Paul MONTAGNIER

- **Dématérialisation des marchés publics**

Il est rappelé que la loi oblige les collectivités à accepter les réponses électroniques pour les appels d'offres.

Il est donc proposé d'adhérer à une plateforme de dématérialisation et notamment les Affiches de Grenoble qui ont effectué la meilleure proposition.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Marchés de travaux pour le restaurant scolaire de Monsteroux Milieu**

Dans le cadre de l'opération sous mandat relative à la construction d'un restaurant scolaire à Monsteroux Milieu, une consultation sous forme de procédure adaptée mais selon les modalités d'un appel d'offres restreint, a été lancé le 27 octobre 2011 pour le choix des entreprises adjudicataires des travaux.

Il est proposé de retenir :

<b>Lot</b>	<b>Entreprise adjudicataire</b>	<b>Montant HT</b>
1 – Gros œuvre – façade – VRD – aménagements extérieurs	Normand	79 489,82 €
2 – Charpente – couverture – zinguerie	Charpentiers de Sonnay	30 722,94 €
3 – Menuiseries extérieures alu	Ducret	32 501,54 € (avec option)
4 – Menuiseries intérieures bois	Proponnet	6 971,48 €
5 – Plâtrerie – peinture	Dic	30 363,35 €
6 – Carrelage – faïences	Carrot	18 177,16 €
7 – Plomberie – VMC	Minodier	57 598,88 €
8 – Electricité – courants faibles - chauffage	Poipy	37 791,20 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### IV– PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

- **Avenant n°1 à la délégation de service public avec Léo Lagrange**

Par délibération du 19 décembre 2011, le conseil communautaire a validé le nouveau contrat enfance-jeunesse dans lequel est prévue l'ouverture d'un « lieu d'accueil enfants-parents » en 2012.

Ce nouveau lieu permettra à tous les parents de rencontrer des professionnels de la petite enfance et d'échanger avec les autres parents sur leurs problématiques liées à leur fonction parentale.

Ce projet est conduit par le centre social et culturel de l'île du Battoir et le pôle petite enfance.

Léo Lagrange, délégataire de la gestion du service public du pôle petite enfance, s'engage à mettre à disposition le personnel utile à ce projet et facturera à la Communauté de Communes les heures effectuées au réel, à la fin de chaque mois.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention de mise à disposition du personnel communal de Beaurepaire au sein des accueils de loisirs**

Depuis l'ouverture du pôle petite enfance intercommunal, la garderie intercommunale a arrêté son activité.

Néanmoins, des agents de la commune de Beaurepaire étaient mis à la disposition de la Communauté de Communes pour ces activités.

Depuis plusieurs années, la commune de Beaurepaire a anticipé la fermeture de ces structures, en confiant les interventions de l'été à des agents contractuels. Cependant, il reste aujourd'hui 1 124 heures de travail d'agents titulaires à redéployer.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009, ces agents interviennent au sein des accueils de loisirs maternels du centre social de l'île du Battoir.

Un bilan de ces interventions a rapporté que ce personnel donnait entière satisfaction, leur intégration au sein des équipes d'animation est très stimulante, leur expérience mais aussi leur implication dans ce travail est reconnu de tous (les parents, les enfants, mais aussi l'équipe de direction du centre social).

D'où la reconduction de cette action de la proposition d'une nouvelle convention de mise à disposition du personnel de la garderie au centre de l'île du Battoir définissant le nombre d'heures travaillées par ces agents qui passerait de 1 124 h annuelles à 1 175 h.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **QUESTION ORALE**

Le Président informe l'assemblée du projet, à l'étude, de création d'une maison de santé pluri professionnelle.

Afin de faire face aux problèmes d'absence de présence médicale suffisante sur le territoire de Beaurepaire, une rencontre avec un médecin de l'ARS a eu lieu pour mener une réflexion sur la création d'un accueil permettant l'installation de médecins et donc de soins de proximité.

Ce projet pourrait également comprendre des visites externalisées et pourrait être étoffé à une plateforme médicale plus poussée pour faire face aux nouveaux besoins comme à ceux de l'AFIPAEIM et du projet Grand Ouest.

Le Président et le bureau communautaire souhaite l'accord de principe du Conseil afin de poursuivre cette réflexion.

L'idée serait de faire appel à un bailleur social tel que Pluralis (par exemple) et ce afin d'éviter que la Communauté de Communes n'ait à apporter de fonds. La collectivité pourrait par contre obtenir des aides financières.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : ACCORD DE PRINCIPE

\*       \*

\*